



# Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

## QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 15 OCTOBRE 1904.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2545

Nominations

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 7 octobre courant (1904), de faire les nominations suivantes, savoir :

*Commissaires d'écoles.*

Comté de Chicoutimi : Notre-Dame de Laterrière.—M. Albert Tremblay, en remplacement de lui-même.

Dorchester : Sainte-Germaine.—M. Damase Bégin, en remplacement de M. Charles Savoie, dont le mandat est expiré.

Hochelaga : Boulevard Saint-Paul, village.—M. Alfred B. Baron, en remplacement de M. T. St. Germain, démissionnaire.

*Syndic d'écoles.*

Bonaventure : Cox.—M. Pierre Duguay, en remplacement de M. John Joseph, dont le mandat est expiré. 3255

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 15th OCTOBER, 1904.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2546

Appointments

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 7th of October instant (1904), to make the following appointments, to wit :

*School commissioners.*

County of Chicoutimi : Notre Dame de Laterrière.—Mr. Albert Tremblay, continued in office.

Dorchester : Sainte Germaine. — Mr. Damase Bégin, to replace Mr. Charles Savoie, whose term has expired.

Hochelaga : Boulevard Saint Paul, village.—Mr. Alfred B. Baron, to replace Mr. T. St. Germain, resigned.

*School Trustees.*

Bonaventure : Cox.—Mr. Pierre Duguay, to replace Mr. John Joseph, whose term has expired. 3256

## Proclamations

MINTO.  
[L. S.]

## CANADA.

EDOUARD SEPT, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.  
A tous ceux à qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner.—SALUT :

## PROCLAMATION.

E. L. NEWCOMBE, } ATTENDU qu'il a plu  
Sous-ministre de la } au Dieu-Tout-Puissant,  
Justice, Canada. } dans sa bonté extrême,  
d'accorder au Canada cette année une abondante moisson et d'autres bienfaits,—

En conséquence, Nous avons cru que ces bienfaits que partage Notre population tout entière, doivent être reconnus d'une manière solennelle et publique ; et Nous avons fixé, et fixons par les présentes, par et de l'avis de Notre Conseil privé du Canada, jeudi, le dix-septième jour de novembre prochain, comme jour d'actions de grâces pour remercier le Dieu-Tout-Puissant de l'abondante moisson et des autres bienfaits qu'il Lui a plu d'accorder au Canada durant la présente année. Et Nous invitons tous Nos bien-aimés sujets du Canada d'observer le dit jour comme jour d'actions de grâces.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le Grand Sceau du Canada. TÉMOIN, Notre Très-fidèle et Bien-aimé Cousin et Conseiller le Très-honorable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Comte de Minto et Vicomte Melgund de Melgund, comté de Forfar, dans la pairie du Royaume-Uni, Baron Minto de Minto, comté de Roxburgh, dans la pairie de la Grande-Bretagne, Baronnet de la Nouvelle-Ecosse, Chevalier Grand-croix de Notre Ordre Très-distingué de Saint-Michel et Saint-George, etc., etc., Gouverneur Général du Canada.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité d'OTTAWA, ce DIX-NEUVIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent quatre, et de Notre Règne la quatrième.

Par ordre,

JOSEPH POPE,  
Sous-Secrétaire d'Etat.

3201.2

Canada }  
Province de }  
Québec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et à chacun de vous.—SALUT.

## PROCLAMATION.

ATTENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec se trouve convoquée pour la VINGT-QUATRIÈME jour du mois de SEPTEMBRE mil neuf cent quatre, auquel temps vous étiez le us et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

## Proclamations

MINTO.  
[L. S.]

## CANADA.

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas KING, Defender of the Faith, Emperor of India.  
To all to whom these presents shall come, or whom the same may in anywise concern, — GREETING :

## A PROCLAMATION

E. L. NEWCOMBE, } WHEREAS it has  
Deputy of the Minister } pleased Almighty  
of Justice, Canada. } God, in His Great Good-  
ness to vouchsafe this year unto Our Dominion of  
Canada, a bountiful harvest and other blessings,—

We, therefore, considering that these blessings enjoyed by Our people throughout the said Dominion do call for a solemn and public acknowledgment, have thought fit, by and with the advice of Our Privy Council for Canada, to appoint, and We do hereby appoint Thursday, the seventeenth day of November next, as a day of General Thanksgiving to Almighty God for the bountiful harvest and other blessings with which Canada has been favoured during this present year ; and We do invite all Our loving subjects throughout Canada to observe the said day as a day of General Thanksgiving.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Canada to be hereunto affixed. WITNESS, Our Right Trusty and Right Well-beloved Cousin and Councillor the Right Honourable Sir GILBERT JOHN ELLIOT, Earl of Minto and Viscount Melgund of Melgund, County of Forfar, in the Peerage of the United Kingdom, Baron Minto of Minto, County of Roxburgh, in the Peerage of Great Britain, Baronet of Nova Scotia, Knight Grand Cross of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, etc., etc., Governor General of Canada.

At Our Government House, in Our City of OTTAWA, this NINETEENTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By Command,

JOSEPH POPE,  
Under-Secretary of State.

3202

Canada, }  
Province of }  
Québec. }

L. A. JETTE.

[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Québec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the TWENTY-FOURTH day of the month of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, you and each of you.—GREETING.

## PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TWENTY-FOURTH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and four, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear ;

SACHEZ MAINTENANT QUE pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le TROISIEME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec: TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce DOUZIEME jour de SEPTEMBRE, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent quatre, et dans la quatrième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,  
Sireffier de la Couronne en Chancellerie.  
Québec.

3133

### Avis du Gouvernement

La formation d'une société sous le nom de "The Canadian Mutual Benefit Association of the province of Quebec" a été autorisée par arrêté en conseil, en date du 7 octobre 1904.

Le siège principal de la société est dans la cité de Montréal.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

Québec, 8 octobre 1904. 3251

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, par Pierre Chrysostôme Lacasse, notaire public, demeurant et pratiquant dans la cité de Montréal, district de Montréal, par laquelle il demande le transfert, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Léonard Ovide Héту et Louis Joseph Héту, en leur vivant notaires publics, pratiquant en la cité de Montréal, dans le dit district, conformément aux dispositions du code du notariat.

AMD. ROBITAILLE,  
Secrétaire de la province.

971.5

### EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

*Relatifs aux avis d. Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds

Now Know Ye, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Quebec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the THIRD day of the month of NOVEMBER next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Quebec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTÉ, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province] of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province, this TWELFTH day of SEPTEMBER, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and four, and in the fourth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Crown in Chancery.  
Québec.

3134

### Government Notice

The formation of an association by the name of "The Canadian Mutual Benefit Association of the province of Quebec" has been authorized by order in council dated the 7th of October, 1904.

The head office of the said association in the city of Montreal:

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial Secretary.

Québec, 8th October, 1904. 3252

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Québec, by Pierre Chrysostôme Lacasse, notary public, residing and practising in the city of Montreal, district of Montreal, by which he prays for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late Leonard Héту and Louis Joseph Héту, in their lifetime notaries public, practising in the city of Montreal, in the said district, in virtue of the provisions of the notarial code.

AMD. ROBITAILLE,  
Provincial secretary.

2972

### EXTRACTS OF RULES AND REGULATION OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All applications for private bills, proper within the range of the powers of the Legislature of the Province of Québec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry; the construction of works for supplying gas or water the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies the incorporation of a city, town, village, or other

social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, a division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, tigne ou concession; ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district auquel s'applique la mesure demandée, ou dans une ou l'autre angue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation, ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaises et françaises, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés; et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français et 100 en anglais du bill tel qu'amendé; Et de plus aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été lu, examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200 et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la

municipality; the levying of any local assessment; the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette*, and in a paper published in an adjoining district.

Such notice shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge, is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending, or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof; and all such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended, and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session and if the petition have not been presented within the first eight days of the

somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

LOUIS FRECHETTE,

2541

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

*Bills privés*

51. Toute demande de bill privé dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un hâvre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de com-

session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the cost of printing the same is paid in each house.

LOUIS FRECHETTE,

2542

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

*Private Bills*

51. All applications for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the purview of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbour, Canal, Lock, Dam, ... or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices ; the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns or of Joint Stock Companies, or of Railway Com-

panies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogatoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer des raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission l'exercice de la profession d'avocat, le notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau, ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelquement à un statut en vigueur, soit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais; de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'imprimeur des impressions.

2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

panies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns" Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies" General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3 All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time the copy of the bill, in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall at the same time deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,  
Greffier de l'Assemblée Législative.

2543

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,  
Clerk of the Legislative Assembly.

2544

### Avis Divers

*Cour Supérieure.—District de Montréal.*

Dame Maria Canetta *alias* Congetta Fuoco, des cité et district de Montréal, a, ce jour, poursuivi son mari, Antonio Galardo, du même endroit, en séparation de biens, sous le No 889 des dossiers de cette cour.

BERARD, BRODEUR & BERARD,  
Avocats de la demanderesse.  
Montréal, 10 octobre 1904. 3263

Canada, }  
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*  
District de Saint-François. }  
No 621.

Dame Joséphine Faucher, de la ville de Coaticook, dans le dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son mari, Ernest Grenier, du même endroit.

ST. PIERRE & VERRET,  
Procureurs de la demanderesse.  
Sherbrooke, 21 septembre 1904. 3131.3

*Cour Supérieure.—Québec.*  
No 812.

Dame Victorine Pouliot, épouse de sieur Alfred Brochu, cultivateur, de la paroisse de Saint-Raphaël, comté de Bellechasse, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Alfred Brochu, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, par la demanderesse, le 21 septembre 1904.

ROY & SIMARD,  
Procureurs de la demanderesse.  
3137.3

Province de Québec, }  
District de Québec. } *Cour Supérieure.*  
No 566

Dame Joséphine Bilodeau, de la cité de Québec, épouse commune en biens de Richard Veilleux, ci-devant de Québec, maintenant de lieux inconnus, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs  
Le dit Richard Veilleux, Défendeur.  
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause.

J. A. ROCHETTE,  
Procureur de la demanderesse.  
Québec, 20 septembre 1904. 3095.4

### Miscellaneous Notices

*Superior Court—District of Montreal.*

Dame Maria Canetta *alias* Congetta Fuoco, of the city and district of Montreal, has, this day, taken an action, under No. 889 of the records of this court, *en séparation de biens* against Antonio Galardo, her husband, of the same place.

BERARD, BRODEUR & BERARD,  
Attorneys for plaintiff.  
Montreal, 10th October, 1904. 3264

Canada, }  
Province of Quebec, } *Superior Court.*  
District of Saint Francis. }  
No. 521.

Dame Joséphine Faucher, of the town of Coaticook, in said district, has, this day, taken an action for separation as to property from her husband, Ernest Grenier, of the same place.

ST. PIERRE & VERRET,  
Attorneys for plaintiff.  
Sherbrooke, 21st September, 1904. 3132

*Superior Court—Quebec.*  
No. 812.

Dame Victorine Pouliot, wife of Mr. Alfred Brochu, farmer, of the parish of Saint Raphaël, county of Bellechasse, duly authorized to appear in judicial proceedings, Plaintiff ;

vs  
The said Alfred Brochu, Defendant.  
An action for separation as to property has been instituted in this cause by the plaintiff, on the 21st of September, 1904.

ROY & SIMARD,  
Attorneys for plaintiff.  
3138

Province of Quebec, }  
District of Quebec. } *Superior Court.*  
No. 566.

Dame Josephine Bilodeau, of the city of Québec, wife common as to property of Richard Veilleux, heretofore of Québec, now of parts unknown, Plaintiff ;

vs  
The said Richard Veilleux, Defendant.  
An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

J. A. ROCHETTE,  
Attorney for plaintiff.  
Québec, 20th September, 1904. 3096

Province de Québec, }  
 District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*  
 No 598.

Dame Clarisse *alias* Delima Lessard, épouse commune en biens de Majorique Gagné, charpentier et menuisier, domicilié en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François dûment autorisée à ester en justice pour les fins des présentes, Demanderesse ;

vs

Majorique Gagné, charpentier et menuisier, domicilié en la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, Défendeur.  
 Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

L. C. BELANGER,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Sherbrooke, 8 septembre 1904. 3213.2

Canada, }  
 Province de Québec. } *Cour Supérieure.*  
 District de Saint-François. }  
 No. 619.

Dame Alice Bryant, du village de Rock Island, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Charles William Holmes, du même lieu, professeur de musique et dûment autorisée par un juge de la susdite cour supérieure à ester en justice à l'effet des présentes, Demanderesse :

vs

Charles William Holmes, du dit village de Rock Island, dans le district de Saint-François, Défendeur.  
 Une action en séparation de corps et de biens a été instituée, ce jour, en cette cause.

M. F. HACKETT,  
 Procureur de la demanderesse.  
 Sherbrooke, 21 septembre 1904. 3121.3

**Avis de Faillites**

Province de Québec, }  
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*

*In re* J. O. Lemire & Cie, Saint-Guillaume, P. Q.  
 Un second et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans la susdite affaire, et sera sujet à objection jusqu'à mardi, le 25 octobre 1904, après laquelle date ce dividende sera payable au bureau des soussignés.

ARTHUR WADE WILKS,  
 J. WILFRID MICHAUD,  
 Curateurs conjoints.

205, rue Saint-Jacques.  
 Montréal, 8 octobre 1904. 3247

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
*In re* E. S. Ethier & Cie., Montréal,

Insolvables.  
 Avis vous est donné que le 10e jour d'octobre 1904, par un ordre de la cour, j'ai été nommé curateur à la succession des sus-nommés qui ont fait une cession judiciaire de tous leurs biens et effets pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

P. J. CHARTRAND,  
 Curateur.  
 Bureau de Chartrand & Turgeon,  
 180, rue Saint-Jacques, Montréal. 3253

Province of Quebec, }  
 District of Saint Francis. } *Superior Court.*  
 No. 598.

Dame Clarisse *alias* Delima Lessard, wife common as to property of Majorique Gagné, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, carpenter and joiner, duly authorized to ester en justice for the ends hereof, Plaintiff

vs

Majorique Gagné, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, carpenter and joiner, Defendant.  
 An action for separation of property has been instituted, this day, in this cause.

L. C. BELANGER,  
 Attorney for plaintiff.  
 Sherbrooke, 8th September, 1904. 3214

Canada, }  
 Province of Quebec. } *Superior Court.*  
 District of Saint Francis. }  
 No. 619.

Dame Alice Bryant, of the village of Rock Island, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Charles William Holmes, of the same place, professor of music and duly authorized by a judge of the above superior court to ester en justice in this behalf, Plaintiff ;

vs

Charles William Holmes, of the said village of Rock Island, in the district of Saint Francis, Defendant.  
 An action en séparation de corps et de biens has, this day, been instituted in this cause.

M. F. HACKETT,  
 Attorney for plaintiff.  
 Sherbrooke, 21st September, 1904. 3122

**Bankrupt Notices**

Province of Quebec, }  
 District of Richelieu. } *Superior Court.*

*In re* J. O. Lemire & Co., Saint Guillaume, P. Q.  
 A second and final dividend sheet has been declared in the above matter, and will be open to objection until Tuesday, 25th October, 1904, after which date dividend will be payable at the office of the undersigned.

ARTHUR WADE WILKS,  
 J. WILFRID MICHAUD,  
 Joint curators.

205, Saint James street.  
 Montreal, 8th October, 1904. 3248

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
*In re* E. S. Ethier & Cie., Montreal,

Insolvents.  
 Notice is hereby given that on the 10th day of October, 1904, by order of the court, I were appointed curator to the estate of the above named, who have made a judicial abandonment of all their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed at my office within one month from this notice.

P. J. CHARTRAND,  
 Curator.  
 Office of Chartrand & Turgeon,  
 180, Saint James street, Montreal. 3254

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 227.

Dans l'affaire de W. Simon & D. A. Miller, (The Montreal Clothing Co.), Montréal, Faillis.  
 Avis est par le présent donné que le 10e jour d'octobre 1904, nous avons été nommés curateurs conjoints des biens des dits faillis.

Toutes personnes ayant des réclamations sont requises de les produire, dûment attestées, sous trente jours.

ARTHUR W. WILKS,  
 J. WILFRID MICHAUD,  
 Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Michaud,  
 Montréal. 3269

Province de Québec, }  
 District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de William J. McEwen, hôtelier, Hull, Q., Failli.

Aux créanciers du failli :

Avis est par le présent donné que le huitième jour d'octobre 1904, le dit failli a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire du district d'Ottawa.

THOS. H. BIRKS,  
 Gardien provisoire.

Hull, 10 octobre, 1904. 3265

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 No 231.

Dans l'affaire de Moses Fineberg (Star Shirt & Overall Co.), Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit failli, le 7e jour d'octobre, a fait un abandon judiciaire complet de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,  
 Député gardien provisoire.

Montréal, 7 octobre 1904. 3267

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 227.

In the matter of W. Simon & D. A. Miller, (The Montreal Clothing Co.), Montreal, Insolvent.  
 Notice is hereby given that on the 10th day of October, 1904, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvents.

All parties having claims are requested, to file same, duly attested with thirty days.

ARTHUR W. WILKS,  
 J. WILFRID MICHAUD,  
 Joint curators.

Office of Wilks & Michaud,  
 Montreal. 3270

Province of Quebec, }  
 District of Ottawa. } *Superior Court.*

In the matter of William J. McEwen, hotel keeper Hull, Q., Insolvent.

To the creditors of the Insolvent :

Take notice that on the eighth of October, 1904, the said insolvent made a judicial abandonment of his property, in the protonotary's office for the district of Ottawa, for the benefit of his creditors.

THOS. H. BIRKS,  
 Provisional guardian.

Hull, 10th October, 1904. 3266

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 No. 231.

In the matter of Moses Fineberg, (Star Shirt and Overall Co.) Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 7th day of October, the above named insolvent has made, in the protonotary's office in Montreal, a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,  
 Deputy provisional guardian.

Montreal, 7th October, 1904. 3268

### Ventes par le Shérif—Beauce

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS  
*Cour de Circuit.—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } NARCISSE DROUIN, De-  
 No. 197. } mandeur ; contre PHILEAS DROUIN, Défendeur, savoir :

Les lots numéros deux cent quarante-cinq, deux cent quarante-cinq A et 246 (245, 245A et 246), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ephrem de Tring—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
 Village de Saint-Joseph, Beauce, 11 octobre 1904.  
 3261

[Première publication, 15 octobre 1904].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Cour Supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : } THOMAS GAGNÉ, Deman-  
 No. 147. } deur ; contre FRANCE GILBERT ET AL., Défendeurs, et Clara Gilbert et vir, mis en cause, savoir :

### Sheriff's Sales—Beauce

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the ardermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } NARCISSE DROUIN, Plain-  
 No. 197. } tiff ; against PHILEAS DROUIN, Defendant, to wit :

Lots numbers two hundred and forty five, two hundred and forty five A and two hundred and forty six (245, 245 A and 246), of the official cadastre for the parish of Saint Ephrem de Tring—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ephrem de Tring, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Shérif.  
 Village of Saint Joseph, Beauce, 11th October,  
 1904. 3262

[First published, 15th October 1904].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.  
*Superior Court—District of Beauce.*

Beauce, to wit : } THOMAS GAGNÉ, Plaintiff ;  
 No. 147. } T against FRANCE GILBERT ET AL, Defendants, and Clara Gilbert et vir, parties hereunto, to wit :

Immeubles saisis contre les mis en cause, Clara Gilbert et vir :

Le lot numéro vingt (20) et la moitié sud-ouest du lot numéro vingt-un (21), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour le huitième rang du canton de Metgermette Nord ; cette moitié du numéro (21) est bornée comme suit : d'un côté par Pierre Lepage, et de l'autre côté par Odias Gilbert, en arrière par la profondeur du terrain, et en avant par le chemin public—avec les bâ-tisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf et avec réserve en faveur de Napoléon Dumas ou représentants, de la coupe de bois par une vente faite et passée devant le notaire J. J. Lavoie, et enregistrée au bureau d'enregistrement de Beauce.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zacharie de Metgermette Nord, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Village de Saint-Joseph, Beauce, 11 octobre 1904. 3257

[Première publication, 15 octobre 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour supérieure—District de Beauce.*

Beauce, à savoir : THOMAS GAGNE, Deman-  
No 147. } deur ; contre FRANCE  
GILBERT, Défendeur, savoir :

Le droit de rémérer qu'a et peut avoir le dit défendeur sur un terrain connu et désigné sous le numéro trente-trois (33), du livre de renvoi et plan cadastral pour le huitième rang, dans le canton de Metgermette Nord, comté de Beauce—avec les bâ-tisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zacharie de Metgermette Nord, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du shérif, Shérif.  
Village de Saint-Joseph, Beauce, 11 octobre 1904. 3259

[Première publication, 15 octobre 1904.]

## Ventes par le Shérif—Bedford

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.*

Province de Québec, } DEMOISELLE CORDE-  
District de Bedford } LIA LAVELEE, fille  
No 141. } majeure et usant de ses

droits, de la paroisse de Saint-Dominique, dans le district de Saint-Hyacinthe, Demanderesse ; contre les biens et terres de JOSEPH LAPLANTE, de la paroisse de Sainte-Cécile de Milton, dans le comté de Shefford et district de Bedford.

Un emplacement situé dans la paroisse de Sainte-Cécile de Milton, coin nord-ouest du lot numéro dix-huit, dans le second rang du canton de Milton, dans le district de Bedford, contenant environ un demi arpent de largeur par deux arpents de profondeur, maintenant connu et désigné comme étant le lot numéro dix-huit c (18 c) et partie du lot dix-huit b (18 b), du second rang de Milton, sur le cadastre de la paroisse de Sainte-Cécile de Milton ; borné au nord par le chemin du Roi, en profondeur et à l'est par le lot dix-huit b (18 b), et à l'ouest par la ligne entre les lots 18 et 19, du dit cadastre, jusqu'à la route courant par les dites terres—avec les bâ-tisses dessus érigées.

Immovables seizes on the said parties, Clara Gilbert et vir :

Lot number twenty (20) and the south west half of lot number twenty one (21), of the official plan and book of reference of the cadastre for the eighth range of the township of Metgermette North ; this half of number twenty one (21) is bounded as follows : on one side by Pierre Lepage, and on the other side by Odias Gilbert, in rear by the depth of the lot, and in front by the public road—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Saving and excepting in favor of Napoléon Dumas or representatives, the right to cut wood there under a deed of sale made and passed before the notary J. J. Lavoie, and registered in the registry office of Beauce.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zacharie de Metgermette North, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 11th October, 1904. 3258

[First published, 15th October, 1904.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Beauce.*

Beauce, to wit : THOMAS GAGNE, Plaintiff ;  
No. 147. } against FRANCE GILBERT,  
Defendant, to wit :

The right of redemption which the defendant has or may have on a lot known and described as number thirty three (33), of the book of reference and cadastral plan for the eighth range, in the township of Metgermette North, county of Beauce—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the door of the church of the parish of Saint Zacharie de Metgermette North, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Village of Saint Joseph, Beauce, 11th October, October, 1904. 3260

[First published, 15th October, 1904.]

## Sheriff's Sales—Bedford

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Saint Hyacinth.*

Province of Québec, } DEMOISELLE CORDE-  
District of Bedford } LIA LAVELEE, fille  
No. 141. } majeure et usant de ses droits,

of the parish of Saint Dominique, in the district of Saint Hyacinth, Plaintiff ; against the goods and lands of JOSEPH LAPLANTE, of the parish of Sainte Cécile de Milton, in the county of Shefford and district of Bedford, Defendant.

An emplacement situated in the parish of Sainte Cécile de Milton, in the north west corner of lot number eighteen, in the second range of the township of Milton, in the district of Bedford, containing about one half arpent in width by two arpents in depth, now known and designated as being lot number eighteen c (18 c), and part of lot eighteen b (18 b), of the second range of Milton, on the cadastre of the parish of Sainte Cécile de Milton ; bounded on the north by the King's highway, in depth and to the east by lot eighteen b (18 b), and to the west by the line between the lots 18 and 19, of the said cadastre, until it strikes the by-road running by said lands—with buildings thereon erected.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Cécile de Milton, dans le comté de Shefford et district de Bedford, le DIX-NEUVIÈME jour de NOVEMBRE mil neuf cent quatre, à DIX heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Sweetsburg, 7 octobre 1904. 3243  
[Première publication, 15 octobre 1904.]

To be sold at the church door of the parish of Sainte Cécile de Milton, in the county of Shefford and district of Bedford, on the NINETEENTH day of NOVEMBER, nineteen hundred and four, at the hour of TEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Sweetsburg, 7th October, 1904. 3244  
[First published, 15th October, 1904.]

### Ventes par le Shérif—Chicoutimi

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, à savoir : } **FELIX BOILY**, de Chi-  
No 1325. } coutimi, charretier, Dem-  
mandeur ; contre **AIME BOILY**, de Chicoutimi,  
Défendeur.

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel pour le quartier est de la ville de Chicoutimi, sous le numéro trente-trois, lequel de figure irrégulière est de superficie inconnue et borné vers le sud par la rue Racine, vers l'est partie par le terrain de Alexandre Hamel et partie par le terrain de J. A. Côté, vers le nord par la rue du Havre, et vers l'ouest par le terrain de J. A. Côté, tel que cet immeuble est actuellement enclos—avec toutes bâtisses dessus érigées et autres dépendances.

Pour être vendu au bureau du shérif soussigné, au palais de justice, à Chicoutimi, le SEIZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures avant midi.

Bureau du shérif, Shérif.  
Chicoutimi, 11 octobre 1904. 3277  
[Première publication, 15 octobre 1904.]

O. BOSSE,

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—Chicoutimi.*

Chicoutimi, to wit : } **FELIX BOILY**, of Chi-  
No. 1325. } coutimi, carter, Plaintiff ;  
against **AIME BOILY**, of Chicoutimi, Defendant.

All that lot or parcel of land forming part of the lot known and described on the official cadastre for the east ward of the town of Chicoutimi, as number thirty three, which is of irregular outline and unknown area, and bounded on the south by Racine street, on the east partly by the lot of Alexandre Hamel and partly by the lot of J. A. Côté, on the north by the Havre street, and on the west by the lot of J. A. Côté, such as this immovable is actually inclosed—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, at Chicoutimi, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Sheriff.  
Chicoutimi, 11th October, 1904. 3278  
[First published, 15th October, 1904.]

O. BOSSÉ,

### Ventes par le Shérif—Iberville

**A VIS PUBLIC** est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS

*Cour Supérieure.—District d'Iberville*

Saint-Jean, à savoir : } **LA BANQUE DU PEU-**  
No 115. } **PLE**, corps politique et

incorporé, ayant son principal bureau d'affaires, en la cité et le district de Montréal, et ayant aussi un bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Demanderesse ; contre **J.-N. MARTEL**, agent d'assurance, et **AMANDA VADENAIS**, voiturier, tous deux de la ville d'Iberville, dans le district d'Iberville, Défendeurs.

Comme appartenant au dit défendeur Amanda Vadenais :

1<sup>o</sup> Une terre sise et située sur le rang Saint-Edouard, dans la paroisse de Saint-Athanase, dans le district d'Iberville ; connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Athanase, sous le numéro deux cent-soixante et cinq (No 265)—sans bâtisse.

2<sup>o</sup> Une autre terre sise et située au même lieu ; connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi sous le numéro deux cent soixante-et-six (No 266)—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

### Sheriff's Sales—Iberville

**PUBLIC NOTICE** is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Iberville.*

Saint Johns, to wit : } **LA BANQUE DU PEU-**  
No. 115. } **PLE**, body politic and

corporate, having its principal place of business in the city and district of Montreal, and having also a place of business in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, Plaintiff ; against **J. N. MARTEL**, insurance agent, and **AMANDA VADENAIS**, carriage maker, both of the town of Iberville, in the district of Iberville, Defendants.

As belonging to the said defendant, Amanda Vadenais :

1. A farm lying and situate on the range Saint Edward, in the parish of Saint Athanase, in the district of Iberville, known and designated on the official plan and book of reference of the said parish of Saint Athanase, under the number two hundred and sixty five (No. 265)—without building.

2. Another farm lying and situate at the same place, known and designated on the aforesaid plan and book of reference under the number two hundred and sixty six (No. 266)—with a house and other buildings thereon erected.

- Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Athanase, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LS. MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Saint-Jean, 12 octobre 1904. 3297  
[Première publication, 15 octobre 1904.]

To be sold at the parochial church door of the said parish of Saint Athanase, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LS. MAYRAND,

Sheriff's Office, Sheriff.  
Saint Johns, 12th October, 1904. 3298  
[First published, 15th October, 1904.]

### Ventes par le Shérif—Joliette

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Joliette.*

Joliette, à savoir : } HORACE H. ETHIER,  
No 3599. } Demandeur ; contre AL-  
PHONSE PROULX DIT CLEMENT, tant person-  
nellement qu'en sa qualité de curateur, Défendeur.

Un lopin de terre de forme irrégulière, situé en la ville de Laurentides, de la contenance d'environ quatre arpents en superficie, étant la partie au nord de la rue Saint-Damase (rue Morin), du lot de terre connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Lin, dans le comté de L'Assomption, sous le numéro huit cent quatorze (814) ; tenant ainsi au sud à la rue Saint-Damase, à l'ouest aux emplacements de la rue Saint-Isidore, à l'est partie au terrain du Collège et partie aux terrains de la succession de feu Révérend Jean-Baptiste Proulx, au nord aux terrains de la dite succession—avec bâtisses et constructions y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Lin, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD,

Bureau du Shérif, Shérif.  
Joliette, 10 octobre 1904. 3245  
[Première publication, 15 octobre 1904.]

### Ventes par le Shérif—Montréal

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } JOSEPH L. DUPLESSIS,  
No 1475. } comptable, de la cité de  
Montréal, Demandeur ; contre les terres et tene-  
ments de VICTOR NORMANDIN, du même lieu,  
Défendeur.

2° Un terrain portant le numéro cent trente-cinq (135), sur les plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville, formant le coin sud-est des rues Notre-Dame et Saint-Jean—avec maison et autres bâtisses dessus construites ; à la charge d'un bail devant J. P. A. Riendeau, notaire, finissant le premier mai 1905, à Dame Elise Huet dit Dulude, veuve de Nap. Favreau.

3° La moitié sud-est d'un terrain étant le numéro cent six (106), sur les plan et livre de renvoi officiels du village de Boucherville, dans le comté de Chambly, étant le coin nord-ouest de la rue Notre-Dame et de la Chapelle, du dit village—avec une maison et autres bâtisses dessus construites ; à la charge d'un bail finissant le premier de mai 1905, passé devant R. Faribeu, notaire, le 31 mars 1904,

### Sheriff's Sales—Joliette

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

*Superior Court—District of Joliette.*

Joliette, to wit : } HORACE H. ETHIER, Plain-  
No. 3599. } tiff ; against ALPHONSE  
PROULX DIT CLEMENT, as well personally as in  
his quality of curator, Defendant.

A lot of land of irregular outline, situate in the town of Laurentides, containing about four arpents in area, being the part north of Saint Damase (Morin street), of the lot of land known and described on the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Saint Lin, in the county of L'Assomption, as number eight hundred and fourteen (814) ; bounded on the south by Saint Damase street, on the west by the lots of Saint Isidore street, on the east partly by lot of Collège and partly by the lots of the estate of the Reverend Jean Baptiste Proulx, on the north by the lands of the said estate—with buildings and erections thereon.

To be sold at the church door of the parish of Saint Lin, on the NINTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD,

Sheriff's office, Sheriff.  
Joliette, 10th October, 1904. 3246  
[First published, 15th October, 1904.]

### Sheriff's Sales—Montreal

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

#### FIERI FACIAS DE TERRIS.

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } JOSEPH L. DUPLESSIS,  
No. 1475. } accountant, of the city of  
Montreal, Plaintiff ; against the lands and tene-  
ments of VICTOR NORMANDIN, of the same  
place, Defendant.

2. A lot bearing the number one hundred and thirty five (135), on the official plan and book of reference of the village of Boucherville, forming the south east corner of Notre Dame and Saint John streets—with house and other buildings thereon erected ; subject to the charge of a lease before J. P. A. Riendeau, notary, ending on the first of May, 1905, to Dame Elise Huet dit Dulude, widow of Nap. Favreau.

3. The south east half of a lot bearing the number one hundred and six (106), on the official plan and book of reference of the village of Boucherville, in the county of Chambly, being the north west corner of Notre Dame and La Chapelle streets, of the said village—with a house and other buildings thereon erected ; subject to the charge of a lease ending on the first of May, 1905, passed before R.

à Dame Hélène Jodoin, épouse séparée de biens du Dr N. B. Desmarteau.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le DIX-HUITIEME jour de NOVEMBRE prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.  
Bureau du Shérif, Montréal, 12 octobre 1904. 3273  
[Première publication, 15 octobre 1904.]

**FIERI FACIAS DE TERIS.**

*Cour Supérieure—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } DAME ADELE COUSI-  
No 574. } NEAU, épouse séparée de biens de Aldéric Pilon, menuisier, de la cité et du district de Montréal, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse, aux fins des présentes, Demanderesse ; contre les terres et tenements de PIERRE LACROIX, bourgeois, du même lieu, et Dame Azélie Lacroix, épouse commune en biens de Alfred Vermette, forgeron, tous deux de la ville Saint-Laurent, dit district, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux présentes, Défendeurs.

Saisi comme appartenant à la dite défenderesse, Dame Azélie Lacroix, l'immeuble suivant, savoir :

Un emplacement situé en la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, connu et désigné sous le numéro dix-sept (17), de la subdivision du lot officiel numéro quatre cent quinze (415), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent ; borné en front par le chemin public — avec les maisons et autres bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de novembre prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.  
Bureau du shérif, Montréal, 12 octobre 1904. 3275  
[Première publication, 15 octobre 1904.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Cour de Circuit.—District de Montréal.*

Montréal, à savoir : } LOUIS W. SICOTTE, de  
No 11209. } Montréal, greffier de la Couronne et de la Paix, es-qualité d'exécuteur testamentaire en vertu du testament de feu Dame Heyelie Desrosiers, en son vivant de Montréal, veuve de feu Phon. J. Alfred Mousseau, en son vivant juge de la cour supérieure pour la province de Québec, de la ville de Rimouski, district de Rimouski, Demandeur ; contre les terres et tenements de CHARLES ARTHUR D. GAGNON et LOUIS ALEXANDRE CARON, tous deux de Montréal, comptables, y faisant affaires ensemble sous le nom de Gagnon & Caron, Défendeurs.

Saisi comme appartenant et en la possession des dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir :

Un lot de terre situé dans la ville de Sainte-Cunégonde, connu et désigné sous le numéro deux mille trois cent soixante et dix-sept (2377), aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal ; borné en front par la rue Notre-Dame, en arrière par une ruelle de quinze (15) pieds de largeur ; contenant, le dit lot, trente (30) pieds de largeur par cent dix (10) pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec deux maisons en bois lambrissées en brique et autres dépendances dessus construites, et droit en commun avec d'autres dans la ruelle en arrière du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGT-SEPTIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

J. R. THIBAudeau, Shérif.  
Bureau du shérif, Montréal, 21 septembre 1904. 3101.2  
[Première publication, 24 septembre 1904.]

Faribeu, notary, on the 31st of March, 1904, to Dame Hélène Jodoin, wife separated as to property of Dr N. B. Desmarteau.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montreal, 12th October, 1904. 3274  
[First published, 15th October, 1904.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Superior Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } DAME ADELE COUSI-  
No. 574. } NEAU, wife separated as to property of Alderic Pilon, joiner, of the city and district of Montreal, and this latter to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiff ; against the lands and tenements of PIERRE LACROIX, gentleman, of the same place, and Dame Azélie Lacroix, wife common as to property of Alfred Vermette, blacksmith, both of the town of Saint Laurent, said district, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, Defendants.

Seized as belong to the said defendant Dame Azélie Lacroix, the following immovable, to wit :

A lot situate in the town of Saint Laurent, district of Montreal, known and described as number seventeen (17), of the subdivision of the official lot number four hundred and fifteen (415), of the official plan and book of reference of the parish of Saint Laurent ; bounded in front by the public road—with the houses and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montreal, 12th October, 1904. 3276  
[First published, 15th October, 1904.]

**FIERI FACIAS DE TERRIS.**

*Circuit Court.—District of Montreal.*

Montreal, to wit : } LOUIS W. SICOTTE, of  
No. 11209. } Montréal, clerk of the Crown and of the Peace, in his quality of testamentary executor under the will of the late Dame Heyelie Desrosiers, in her lifetime of Montreal, widow of the late Hon. J. Alfred Mousseau, in his lifetime judge of the superior court for the province of Québec, of the town of Rimouski, district of Rimouski, Plaintiff ; against the lands and tenements of CHARLES ARTHUR D. GAGNON and LOUIS ALEXANDRE CARON, both of Montreal, accountants, and doing business there together under the firm of Gagnon & Caron, Defendants.

Seized as belonging to and in the possession of the said defendants, the following immovables, to wit :

A lot of land situate in the town of Sainte-Cunégonde, known and described as number two thousand three hundred and seventy seven (2377), on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal ; bounded in front by Notre Dame street, in rear by a lane of fifteen (15) feet wide ; said lot containing thirty (30) feet in width by one hundred and ten (10) feet in depth, english measure, more or less—with two wooden houses cased in brick and other dependencies thereon erected, and the right in common with the others in the lane in rear of the said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SEVENTH day of OCTOBER next, at TEN of the clock in the forenoon.

J. R. THIBAudeau, Sheriff.  
Sheriff's Office, Montreal, 21st September, 1904. 3102  
[First published, 24th September, 1904.]

## Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

## Sheriff's Sales—Three Rivers

**A** VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Cour Supérieure.—District des Trois Rivières.*  
Trois-Rivières, à savoir : **L**A BANQUE DE QUEBEC, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, Demanderesse ; vs TREFFLE BIRON, Défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, les immeubles suivants :

1° Un lot de terre situé en la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, dans le rang Saint-Louis, concession Sud, connu et désigné sous le numéro quatre cent dix-sept (417), du cadastre officiel d'icelle paroisse.

2° Numéro quatre cent dix-huit (418), du cadastre officiel d'icelle paroisse, même rang, même concession.

3° Numéro quatre cent dix-neuf (419), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

4° Numéro quatre cent vingt (420), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

5° Numéro quatre cent vingt-un (421), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

6° Numéro quatre cent vingt-deux (422), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

7° Numéro quatre cent vingt-trois (423), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

8° Numéro quatre cent vingt-quatre (424), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

9° Numéro quatre cent vingt-cinq (425), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

10° Numéro quatre cent vingt-six (426), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

11° Numéro quatre cent vingt-sept (427), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

12° Numéro quatre cent vingt-huit (428), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

13° Numéro quatre cent vingt-neuf (429), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

14° Numéro quatre cent trente (430), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

15° Numéro quatre cent trente-un (431), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

16° Numéro quatre cent trente-deux (432), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

17° Numéro quatre cent trente-trois (433), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

18° Numéro quatre cent trente-quatre (434), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

19° Numéro quatre cent trente-cinq (435), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

20° Numéro quatre cent trente-six (436), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

21° Numéro quatre cent trente-sept (437), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

**P**UBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned LANDS and TENEMENTS has been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

## FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

*Superior Court.—District of Three Rivers.*  
Three Rivers, to wit : **T**HE QUEBEC BANK, No. 39, a body politic and corporate, having its chief business office in the city of Québec, Plaintiff ; vs TREFFLE BIRON, Defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovables :

1. A lot of land situate in the parish of Notre Dame du Mont Carmel, in the Saint Louis range, South concession, known and described as number four hundred and seventeen (417), of the official cadastre of the said parish.

2. Number four hundred and eighteen (418), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

3. Number four hundred and nineteen (419), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

4. Number four hundred and twenty (420), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

5. Number four hundred and twenty one (421), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

6. Number four hundred and twenty two (422), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

7. Number four hundred and twenty three (423), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

8. Number four hundred and twenty four (424), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

9. Number four hundred and twenty five (425), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

10. Number four hundred and twenty six (426), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

11. Number four hundred and twenty seven (427), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

12. Number four hundred and twenty eight (428), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

13. Number four hundred and twenty nine (429), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

14. Number four hundred and thirty (430), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

15. Number four hundred and thirty one (431), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

16. Number four hundred and thirty two (432), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

17. Number four hundred and thirty three (433), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

18. Number four hundred and thirty four (434), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

19. Number four hundred and thirty five (435), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

20. The number four hundred and thirty six (436), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

21. Number four hundred and thirty seven (437), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

- 22° Numéro quatre cent trente-huit (438), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 23° Numéro quatre cent trente-neuf (439), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 24° Numéro quatre cent quarante (440), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 25° Numéro quatre cent quarante un (441), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 26° Numéro cinq cent quatre-vingt-six (586), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, concession nord.
- 27° Numéro cinq cent quatre-vingt-sept (587), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 28° Numéro cinq cent quatre-vingt-huit (588), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 29° Numéro cinq cent quatre-vingt-neuf (589), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 30° Numéro cinq cent quatre-vingt-dix (590), du cadastre d'icelle paroisses, même rang, même concession.
- 31° Numéro cinq cent quatre-vingt-douze (592), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 32° Numéro six cents (600), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 33° Numéro six cent un (601), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 34° Numéro six cent deux (602), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 35° Numéro six cent trois (603), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 36° Numéro six cent quatre (604), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 37° Numéro six cent cinq (605), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 38° Numéro six cent six (606), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 39° Numéro six cent sept (607), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 40° Numéro six cent huit (608), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 41° Numéro six cent neuf (609), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 42° Numéro six cent dix (610), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 43° Numéro six cent onze (611), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 44° Numéro six cent douze (612), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 45° Numéro six cent treize (613), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 46° Numéro six cent quatorze (614), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 47° Numéro six cent quinze (615), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 48° Numéro six cent seize (616), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.
- 49° Numéro six cent soixante-quatorze (674), du cadastre d'icelle paroisse, dans le rang Saint-Michel, concession sud.
22. Number four hundred and thirty eight (438), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
23. Number four hundred and thirty nine (439), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
24. Number four hundred and forty (440), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
25. Number four hundred and forty one (441), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
26. Number five hundred and eighty six (586), of the official cadastre of the said parish, same range, north concession.
27. Number five hundred and eighty seven (587), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
28. Number five hundred and eighty eight (588), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
29. Number five hundred and eighty nine (589), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
30. Number five hundred and ninety (590), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
31. Number five hundred and ninety two (592), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
32. Number six hundred (600), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
33. Number six hundred and one (601), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
34. Number six hundred and two (602), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
35. Number six hundred and three (603), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
36. Number six hundred and four (604), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
37. Number six hundred and five (605), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
38. Number six hundred and six (606), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
39. Number six hundred and seven (607), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
40. Number six hundred and eight (608), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
41. Number six hundred and nine (609), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
42. Number six hundred and ten (610), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
43. Number six hundred and eleven (611), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
44. Number six hundred and twelve (612), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
45. Number six hundred and thirteen (613), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
46. Number six hundred and fourteen (614), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
47. Number six hundred and fifteen (615), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
48. Number six hundred and sixteen (616), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.
49. Number six hundred and seventy four (674), of the official cadastre of the said parish, in the Saint Michael range, south concession.

50° Numéro six cent soixante-quinze (675), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

51° Numéro six cent soixante-seize (676), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

52° Numéro six cent soixante-dix-sept (677), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

53° Numéro six cent soixante-dix-huit (678), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

54° Numéro six cent soixante-dix-neuf (679), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

55° Numéro six cent quatre-vingt (680), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

56° Numéro six cent quatre-vingt-deux (682), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

57° Numéro six cent quatre-vingt-trois (683), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

58° Numéro sept cent soixante-cinq (765), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

59° Numéro sept cent soixante-sept (767), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

60° Numéro sept cent soixante-huit (768), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

61° Numéro sept cent soixante-neuf (769), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

62° Numéro huit cent soixante-neuf (869), du cadastre d'icelle paroisse, dans le rang Saint-Mathieu, concession sud.

63° Numéro huit cent soixante-dix (870), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

64° Numéro huit cent quatre-vingt-quinze (895), du cadastre d'icelle paroisse, même rang, même concession.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, le SEIZIEME jour de NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif,

Trois-Rivières, 12 octobre 1904.

[Première publication, 15 octobre 1904.]

Shérif.

3279

50. Number six hundred and seventy five (675), of the official cadastre of the same parish, same range, same concession.

51. Number six hundred and seventy six (676), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

52. Number six hundred and seventy seven (677), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

53. Number six hundred and seventy eight (678), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

54. Number six hundred and seventy nine (679), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

55. Number six hundred and eighty (680), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

56. Number six hundred and eighty two (682), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

57. Number six hundred and eighty three (683), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

58. Number seven hundred and sixty five (765), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

59. Number seven hundred and sixty seven (767), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

60. Number seven hundred and sixty eight (768), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

61. Number seven hundred and sixty nine (769), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

62. Number eight hundred and sixty nine (869), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

63. Number eight hundred and seventy (870), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

64. Number eight hundred and ninety five (895), of the official cadastre of the said parish, same range, same concession.

To be sold at the church door of the parish of Notre Dame du Mont Carmel, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office.

Three Rivers, 12th October, 1904.

[First published, 15th October, 1904.]

Sheriff.

3280

## Avis de Faillites

Avis est donné que E. A. Lacroix, de Québec, marbrier, a, le septième jour du mois d'octobre 1904, fait une cession judiciaire de tous ses biens, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, à Québec.

L. E. TASCHEREAU,  
Gardien provisoire.

Québec, 10 octobre 1904.

3293

Dans l'affaire de Jos. Nadeau, Québec,

Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 5 novembre 1904, après laquelle date ce dividende sera payables à mon bureau.

GEO. DARVEAU,  
Curateur.

Bureau : 244, rue Saint-Joseph.

Québec, 15 octobre 1904.

3291

## Bankrupt Notices

Notice is given that E. A. Lacroix, of Québec, marble cutter, has, on the seventh day of the month of October, 1904, made a judicial abandonment of his property at the prothonotary's office of the superior court, at Québec.

L. E. TASCHEREAU,  
Provisional guardian.

Québec, 10th October, 1904.

3294

In the matter of Jos. Nadeau, Québec,

Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, open to objection until the 5th of November, 1904, after which date this dividend will be payable at my office.

GEO. DARVEAU,  
Curator.

Office : 244, Saint Joseph street.

Québec, 15th October, 1904.

3292

## District de Chicoutimi.

Re Edmond Villeneuve, marchand, Jonquières,  
Insolvable.  
Un premier et dernier bordereau de dividende a  
été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection  
jusqu'au 31 octobre 1904, et date après laquelle ce  
dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,  
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,  
Bâtissa de la Cie Richelieu.  
Québec, 12 octobre 1904. 3271

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Georges B. Sadler, Montréal,  
Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et  
dernier bordereau de dividendes a été préparé dans  
la susdite affaire et sera sujet à objection jusqu'au  
1er jour de novembre 1904, après laquelle date les  
dividendes seront payables au bureau des soussi-  
gnés.

WILKS & MICHAUD,  
Curateurs conjoints.

205, rue Saint-Jacques.  
Montréal, 15 octobre 1904. 3281

Province de Québec, }  
District d'Iberville. } Cour Supérieure.  
No 16.

Dans l'affaire de D. Godin, commerçant, de la ville  
de Saint-Jean, Qué., Failli.

Avis est par le présent donné que le 6e jour d'oc-  
tobre 1904, les soussignés ont été nommés, par une  
ordonnance de la cour, curateurs conjoints aux  
biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens  
pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent  
être produites entre nos mains dans les trente jours  
de cet avis.

JOSEPH LAVOIE,  
AMEDEE LAMARCHE,  
Curateurs conjoints.

Les réclamations pourront être adressées à Joseph  
Lavoie, comptable, Saint-Jean, Qué.  
Saint-Jean, 7 octobre 1904. 3289

Dans l'affaire de F. E. Came, Failli.

Avis est par le présent donné que, par jugement  
rendu par la cour supérieure, le 11e jour d'octobre  
1904, je, John W. Ross, comptable licencié, de la  
cité de Montréal, ai été nommé curateur dans la  
susdite affaire.

Toutes personnes ayant des réclamations contre  
les susdits biens, sont notifiés de produire leurs  
réclamations dans mon bureau sous trente jours.

JOHN W. ROSS,  
Curateur des biens de F. E. Came.

Bureau de P. S. Ross & Sons,  
Comptables licenciés.  
1766, rue Notre Dame, Montréal. 3295

Province de Québec, }  
District de Montréal. } Cour Supérieure.

Dans l'affaire de Charles Mignault, Demandeur ;  
vs

Alphonse Charlebois, marchand, de Boucherville,  
Qué., Défendeur.

Avis est par le présent donné que, le 12e jour  
d'octobre 1904, par ordre de cette cour, j'ai été  
nommé curateur biens du susdit défendeur, qui en a  
fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses  
créanciers.

Les réclamations doivent être déposées dans  
mon bureau sous trente jours, pour garantir leur  
collocation pour dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curateur.

1598, rue Notre-Dame, Montréal.  
Montréal, 12 octobre 1904. 3285

## District of Chicoutimi.

Re Edmond Villeneuve, merchant, Jonquières,  
Insolvent.  
A first and final dividend sheet has been prepared  
in this matter, and will be open to objection until  
31st October, 1904, and after which date this  
dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,  
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,  
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.  
Quebec, 12th October, 1904. 3272

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of George B. Sadler, Montreal,  
Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final divid-  
end sheet has been prepared in the above matter,  
and will be open to objection until the 1st of No-  
vember, 1904, after which date dividends will be  
payable at the office of the undersigned.

WILKS & MICHAUD,  
Joint curators.

205, Saint-James street.  
Montreal, 15th October, 1904. 3282

Province of Quebec, }  
District of Iberville. } Superior Court.  
No. 16.

In the matter of D. Godin, trader, of the town of  
Saint John, Que., Insolvent.

Notice is hereby given that by order of the court,  
on the 6th day of October, 1904, the undersigned  
have been appointed joint curators to the estate of  
the said insolvent, who has made an assignment  
thereof for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with us within thirty  
days from this notice.

JOSEPH LAVOIE,  
AMEDEE LAMARCHE,  
Joint curators.

Claims may be address to Joseph Lavoie, ac-  
countant, Saint John, Que.  
Saint John, 7th October, 1904. 3290

In the matter of F. E. Came, Insolvent.

Notice is hereby given that, by judgment rendered  
by the superior court, on the 11th day of October,  
1904, I, John W. Ross, chartered accountant, of  
the city of Montreal, was appointed curator in the  
above matter.

All parties having claims against the above estate  
are notified to file their claims at my office, with a  
delay of thirty days.

JOHN W. ROSS,  
Curator estate F. E. Came.

Office of P. S. Ross & Sons,  
Chartered accountants.  
1766, Notre Dame street, Montreal. 3296

Province of Quebec, }  
District of Montreal. } Superior Court.

In the matter of Charles Mignault, Plaintiff ;  
vs

Alphonse Charlebois, merchant, of Boucherville,  
Que., Defendant.

Notice is hereby given that, by order of this court,  
on the 12th day of October, 1904, I was appointed  
curator to the assets of the above named defendant,  
who made a judicial abandonment for the benefit  
of his creditors.

Claims must be filed at my office within thirty  
days, to ensure their collocation for dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
Curator.

1598, Notre Dame street, Montreal.  
Montreal, 12th October, 1904. 3286

Province de Québec, }  
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*  
 Dans l'affaire de E. H. Lanthier,  
 Demandeur ;  
 vs  
 Lanthier & Paquette, hôteliers, de Ste Cunégonde,  
 Qué.  
 Défendeurs.

Avis est par le présent donné que le 12e jour d'octobre 1904, par ordre de cette cour, j'ai été nommé curateur des biens des susdits faillis qui en ont fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de leurs créanciers.  
 Les réclamations doivent être déposées dans mon bureau sous 30 jours, pour garantir leur collocation pour dividendes.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curateur.  
 1598, rue Notre-Dame, Montréal.  
 Montréal, 11 octobre 1904. 3287

Province de Québec, }  
 District de Joliette. } *Cour Supérieure.*  
 No 3613.  
 Joseph Hudon et al., Requérants ;

vs.  
 Dame Marie Anne Lafortune et al., Faillis.  
 Les faillis, Dame Marie Anne Lafortune, épouse séparée de biens de J. Francis Dugas, et Achille Geoffroy, faisant affaires ensemble et en société à Joliette, sous la raison sociale de "Dugas & Geoffroy," ont fait cession de leurs biens, pour le bénéfice de leurs créanciers, au greffe de la cour supérieure à Joliette, le 4 octobre 1904, et MM. Kent & Turcotte, de Montréal, ont été nommés gardiens provisoires.

TELLIER & LADOUCEUR,  
 Avocats et procureurs des gardiens provisoires.  
 Joliette, 10 octobre 1904. 3299

Province of Quebec, }  
 District of Montreal. } *Superior Court.*  
 In the matter of E. H. Lanthier,  
 Plaintiff ;  
 vs  
 Lanthier & Paquette, restaurant-keepers, of Ste  
 Gunegonde, Que.  
 Defendants.

Notice is hereby given that by order of this court, I was, on the 12th day of October, 1904, appointed curator to the property of the above named, who made a judicial abandonment for the benefit of their creditors.

Claims must be filed at my office within 30 days, to ensure their collocation for dividends.

ALEXANDRE DESMARTEAU,  
 Curator.  
 1598, Notre-Dame street, Montreal.  
 Montreal, 11th October 1904. 3288

Province of Québec, }  
 District of Joliette. } *Superior Court.*  
 No 3613.  
 Joseph Hudon et al., Petitioners ;

vs  
 Dame Marie Anne Lafortune et al., Insolvents.  
 The insolvents, Dame Marie Anne Lafortune, wife separated as to property of J. Francis Dugas, and Achille Geoffroy, carrying on business together and in partnership at Joliette, under the name, style and firm of "Dugas & Geoffroy", have made a judicial abandonment of their property, for the benefit of their creditors, at the prothonotary's office of the superior court at Joliette, on the 4th of October, 1904, and Messrs Kent & Turcotte, of Montreal, have been appointed provisional guardians.

TELLIER & LADOUCEUR,  
 Advocates and attorneys for provisional guardians.  
 Joliette, 10th October, 1904. 3300

PROVINCE DE QUÉBEC.  
 VILLE DE LACHINE.

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la ville de Lachine, que les lots de terrain vacants ci-dessous mentionnés seront vendus à l'enchère publique, au bureau du conseil de ville, en la ville de Lachine, LUNDI, le TRENTE-UNIEME jour d'OCTOBRE courant, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes municipales dues à la corporation de la ville de Lachine, à moins que les dites taxes avec les frais encourus, ne soient payés avant la vente, savoir :

PROVINCE OF QUÉBEC.  
 TOWN OF LACHINE.

Public notice is hereby given by the undersigned, secretary treasurer of the town of Lachine, that the vacant lots of land hereinafter mentioned will be sold at public auction, at the office of the town council, in the town of Lachine, on MONDAY, the THIRTY FIRST day of OCTOBER instant, at TEN o'clock in the forenoon, for municipal taxes due to the corporation of the town of Lachine, unless the same be paid with the cost incurred, before the sale, to wit :

Noms des propriétaires.	Quartier.	Rue.	Número des lots au cadastre officiel.	Montant des taxes.	Intérêt.—Interest.	Frais.—Costs.	Total dû.—Total due
Names of proprietors.	Ward.	Avenue.	Number of the lots on the official plan.	Amount of taxes	Intérêt.—Interest.	Frais.—Costs.	Total dû.—Total due
Henri Gagnon.....	Est—East,	12e—12th.	580	\$11 75	\$1 55	\$6 45	\$19 75
Henri A. Dépacas..	do	1ère—1st	No 126 de la subdivision du No 916, du cadastre de la paroisse de Lachine.—No. 126 of the subdivision of No. 916, of the cadastre of the parish of Lachine.....	10 40	1 40	5 75	17 55
Robert Hall.....	do	do	Nos 226 et 227 de la subdivision du No 916 susdit.—Nos. 226 and 227 of the subdivision of No. 916 aforesaid.....	10 40	1 40	5 75	17 55

*H. Robert*

H. ROBERT,  
 Secrétaire trésorier—Secretary treasurer.  
 3283-84

ERRATUM.—Vente par le shérif de Bedford, à la page 1446, il faut lire Joseph Laplante, fils, au lieu de Joseph Laplante. 3301

ERRATUM.—Sheriff's sale of Bedford, page 1446, read Joseph Laplante, fils, instead of Joseph Laplante. 3362

*Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 42.*

*Index of the Quebec Official Gazette, No. 42.*

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—Dmes Bilodeau vs Veilleux, 1443 ; Canetta alias Fuoco vs Galardo, 1443 ; Lessard vs Gagné, 1444 ; Faucher vs Grenier, 1444 ; Pouliot vs Brochu, 1443.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY :— Dmes Bilodeau vs Veilleux, 1443 ; Canetta alias Fuoco vs Galardo, 1443 ; Lessard vs Gagné, 1444 ; Faucher vs Grenier, 1444 ; Pouliot vs Brochu, 1443.

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :— Dme Bryant vs Holmes, 1444.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :— Dme Bryant vs Holmes, 1444.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 1437.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, &c., 1437.

ASSURANCE FORMÉE :—The Canadian Mutual Benefit Association of the province of Quebec, 1439.

ASSOCIATION FORMED :—The Canadian Mutual Benefit Association of the province of Quebec, 1439.

BILLS PRIVÉS, P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 1441 ; Conseil législatif, 1439.

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly, 1441 ; Legislative Council, 1439.

FAILLIS :—Came, 1453 ; Charlebois, 1453 ; Dme Lafortune et al, 1454 ; Ethier & Cie, 1444 ; Fineberg, 1445 ; Godin, 1453 ; Lacroix, 1452 ; Lanthier & Paquette, 1454 ; Lemire & Cie, 1444 ; McEwen, 1445 ; Nadeau, 1452 ; Sadler, 1453 ; Simon & Miller, 1445 ; Villeneuve, 1453.

INSOLVENTS :—Came, 1453 ; Charlebois, 1453 ; Dme Lafortune et al, 1454 ; Ethier & Co, 1444 ; Fineberg, 1445 ; Godin, 1453 ; Lacroix, 1452 ; Lanthier & Paquette, 1454 ; Lemire & Co, 1444 ; McEwen, 1445 ; Nadeau, 1452 ; Sadler, 1453 ; Simon & Miller, 1445 ; Villeneuve, 1453.

NOMINATIONS :—Commissaires et syndic d'écoles :—Chicoutimi, 1437 ; Dorchester, 1437 ; Hochelega, 1437 ; Bonaventure, 1437.

APPOINTMENTS :—Commissioners and school trustee :—Chicoutimi, 1437 ; Dorchester, 1437 ; Hochelega, 1437 ; Bonaventure, 1437.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT :—Par P. Chrysostôme Lacasse, 1439.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER :—By P. Chrysostôme Lacasse, 1439.

PROCLAMATIONS :—Convocation des chambres, 1438 ; Jour d'action de grâces, 1438 ; Paroisses Sainte Monique et Sainte-Brigitte, 1432.

PROCLAMATIONS :—Parliament convoked, 1438 ; Thanksgiving Day, 1438 ; Parishes Sainte Monique and Sainte-Brigitte, 1432.

VENTES POUR TAXES MUNICIPALES :—Corporation de la ville de Lachine, 1454.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES :—Corporation of the town of Lachine, 1454.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :—Drouin vs Drouin, 1445 ; Gagné vs Gilbert, 1446 ; Gagné vs Gilbert et al, 1445.

BEAUCE :—Drouin vs Drouin, 1445 ; Gagné vs Gilbert, 1446 ; Gagné vs Gilbert et al, 1445.

BEDFORD :—Dme Lavelée vs Laplante, 1446.

BEDFORD :—Dme Lavelée vs Laplante, 1446.

CHICOUTIMI :—Boily vs Boily, 1447.

CHICOUTIMI :—Boily vs Boily, 1447.

IBERVILLE :—La Banque du Peuple vs Martel & Vadenais, 1447.

IBERVILLE :—La Banque du Peuple vs Martel & Vadenais, 1447.

JOLIETTE :—Ethier vs Proulx, 1448.

JOLIETTE :—Ethier vs Proulx, 1448.

MONTREAL :—Dme Cousineau vs Lacroix et-uxor, 1449 ; Duplessis vs Normandin, 1448 ; Sicotte es-qual vs Gagnon & Caron, 1449.

MONTREAL :—Dme Cousineau vs Lacroix et-uxor, 1449 ; Duplessis vs Normandin, 1448 ; Sicotte es-qual vs Gagnon & Caron, 1449.

TROIS RIVIÈRES :—La Banque de Québec vs Trefflé Biron, 1450.

TROIS-RIVIÈRES :—The Quebec Bank vs Trefflé Biron, 1450.

QUÉBEC :—Imprimée par CHARLES PAGEAU, Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le R. J.

QUÉBEC :—Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.

